

Sortie des GAFAM : une urgence politique. Reprenons le contrôle sur nos usages informatiques et nos logiciels (Partie 5)

Cet article est le quatrième volet de notre série « Sortie des GAFAM ».



La première partie est à lire ici :

<https://www.tendanceclaire.org/article.php?id=2057>

La deuxième est à lire ici : <https://www.tendanceclaire.org/article.php?id=2063>

La troisième est à lire ici : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2091>

La quatrième est à lire ici : <https://tendanceclaire.org/article.php?id=2099>

Sortir, pour aller où ? Ébauche de cartographie hors des sentiers merdifiés

Résumons les parties précédentes : il faut sortir des AAMAM, totalement.

Il faut récupérer le contrôle sur notre vie numérique, notre sécurité, notre vie privée, nos données, notre liberté d'action.

Il nous faut sortir de ces logiciels merdifiés jusqu'à l'OS (système d'exploitation) dont l'utilisation est pénible, chronophage, emprisonnante, distrayante jusqu'à l'aliénation, et coûteuse.

Il nous faut sortir de ces applis et logiciels qui financent directement les régimes fascistes comme celui de Trump.

Il nous faut sortir de ces applis et logiciels conçus par des milliardaires qui le sont devenus en vendant à la fois nos données à des producteurs, et en nous vendant leurs produits (de merde), milliardaires qui aujourd'hui sont des participants actifs au régime fascisant de Trump et qui fourniront nos données personnelles, notre localisation, nos communications à un gouvernement autoritaire sans sourciller.

Sortir, oui mais comment ? La question individuelle : quels usages, pour quelle vision de notre société ? Quand on (se) pose la question d'arrêter d'utiliser ces applications, la réticence est palpable : en serions-nous véritablement capables ?

Pourtant, à quoi ces applications servent-elles vraiment ?

Pour leurs propriétaires, ces applications et ces réseaux leur servent à se gaver de pognon et à mettre en œuvre leurs projets politiques ignobles.

Mais nous, à quoi nous servent-elles ?

À scroller Instagram pendant des heures en se demandant après-coup où est passé notre temps ? À passer des heures à trier spams et pubs sur notre boîte mail ? À subir des défilés de blagues misogynes sur Facebook dans l'espoir de trouver de temps en temps un post qui nous intéresse, venant d'un «ami» ou d'un groupe auquel on a adhéré ?

Certes les côtés négatifs de ces applis ne datent pas d'hier, mais avec la merdification avancée de leur interface, ces réseaux deviennent la poubelle d'internet, et leurs évolutions récentes (ajouts de shorts, gamification etc) rendent les usages vertueux qui étaient les leurs de plus en plus difficiles à trouver.

De plus, même si cela existait, voudrait-on vraiment un Tiktok «éthique» ? Ou est-ce qu'on estime plutôt qu'enchaîner pendant des heures les vidéos de quelques secondes n'est pas une manière souhaitable de passer son temps ?

Qu'est-ce qui nous manquerait vraiment si on supprimait Facebook ? Instagram ?

Les « relations » que l'on croit cultiver sur ces réseaux, ne peut-on pas les entretenir d'une autre manière ?

Tant qu'à se poser la question de sortir des AAMAM et de leur proposition de société abjecte, profitons-en pour faire le tri dans nos usages : à quoi souhaite-t-on trouver une alternative ? Profitons-en pour nous réapproprier notre temps loin de ces espaces qui, même s'ils n'étaient pas des panneaux publicitaires géants entourés de propos immondes, demeureraient vraisemblablement un gouffre pour notre temps libre. Profitons-en aussi pour élaborer une vision politique plus large sur l'omniprésence des outils numériques dans notre monde.

La question collective : quelle politique vis à vis des GAFAM pour nos organisations ?

Pour les organisations de notre camp social, la question est épineuse : doit-on se priver d'un espace de parole qui garde de fait un écho important, même si cet espace enrichit

des milliardaires fascisants, et est de plus en plus restreint ? Nous ne pouvons pas répondre pour tout le monde mais nous invitons nos camarades à tirer les bilans de leur présence et de leur activité en ligne. Pour se faire, il faut dépasser un peu la question de l'engagement (terme vague et qui ne correspond pas à grand-chose) et essayer de voir quels sont les bénéfices concrets de cette animation en ligne pour quel « investissement » mis dans les applis. Cet investissement étant parfois financier, par exemple les camarades de Révolution Permanente font le choix très discutable de payer directement Twitter pour avoir un « compte certifié », enrichissant ainsi directement l'entreprise du néo-nazi Musk.

Il faut à notre avis distinguer dans les bilans la période pré Trump 2.0 et post Trump 2.0, ainsi nous proposons de poser une borne en février 2025 (mois qui suit la deuxième prise de poste de Trump, en janvier 2025)

Le bilan d'une présence d'un groupe politique sur ces réseaux ne doit pas se tirer seulement en quantité de likes, de commentaires ou de reposts divers, mais bien en bilan concret : il faut compter combien de camarades ont été « gagné.e.s » via Twitter ou Instagram, et dont le premier contact remonte à après février 2025 ; et combien de personnes sont venues participer à des actions réelles du fait de la présence et de l'animation faite sur ces réseaux (Meta/Twitter(X)) après février 2025.

Et pour quels efforts ? combien de temps passé à la réalisation de ces tâches (poster, monter des vidéos, répondre aux commentaires, aux messages...), combien d'argent dépensé en visibilité, en matériel ?

Il faut aussi se questionner sur la légitimité que, par sa présence, l'extrême gauche donne à ces espaces. N'y a t il pas des gens qui restent sur Twitter pour y suivre les posts d'organisations ou de militants ? Si nous quittions collectivement ces plateformes pour investir le *fediverse*, combien de personnes nous suivraient ? Combien de personnes ne s'inscriraient alors pas sur ces réseaux néfastes ? Si nous faisons collectivement la promotion de pratiques informatiques plus vertueuses, quel impact aurions-nous ?

Que dit de notre politique le fait de rester sur (et de payer !) ces plateformes fascisantes, alors même que nous théorisons que la *Tech* est le principal outil (avec les cryptomonnaies) de la politique de l'internationale fascisante ?

Au passage, nous pouvons en profiter pour questionner notre rapport aux réseaux sociaux et aux comportements compulsifs qui y sont associés, aux mauvaises pratiques de « clash » entre militant.e.s qui y sont devenu monnaie courante, à la priorité donnée aux formats courts qui ne favorisent pas un discours nuancé et réfléchi, et au fait que, pour nos « followers », notre politique se noie entre trois posts sponsorisés d'influenceurs et quatre posts d'extrême droite qu'on n'a pas choisi de voir. Ces réseaux et leur mode d'échange façonnent aussi nos relations et nos débats, en les appauvrissant.

Le constat de l'importance de la tech et des plateformes dans la politique néofasciste est commun dans nos organisations, mais les positionnements en conséquence sont pour l'instant trop rares. Nous invitons toutes les organisations de notre camp social à se saisir de cette question pour la discuter largement.

Sortir, oui, mais pour aller où ?

Les premiers pas des institutions vers les logiciels libres

La question se pose à l'échelle individuelle mais également au niveau des institutions. Ces dernières années, [l'administration danoise est passée sous Linux](#) et [la ville de Lyon affiche une volonté ferme de se séparer de Microsoft](#).

La DINUM (direction interministérielle du numérique) française fait aussi des propositions alternatives et a même fondé en 2022 [le « conseil logiciels libres »](#) (Même si cela vient d'un état organisé par des gouvernements au services des grands capitalistes, ce même état est aussi le reflet de mouvements contradictoire. Ainsi, si l'état français signe des accords avec Microsoft, il permet aussi la naissance de projets comme celui de la DINUM qui construit, au moins pour les agents de l'état, [des communs numériques libres et dont le code est partagé à tout le monde permettant ainsi de répliquer ces projets](#).

Quelques actions qui nous semblent pertinentes aujourd'hui

Face à tout cela, nous proposons quelques pistes pour adopter une utilisation plus juste politiquement des outils informatiques.

Payer. Car, si c'est gratuit...

Un vieil adage dans l'informatique (et concernant l'entrée dans les boîtes de nuit) est « Si c'est gratuit, vous êtes le produit. » En effet, sur internet, l'absence de paiement direct est compensée par la collecte et l'exploitation de données personnelles : habitudes de navigation, préférences, localisation et/ou interactions. Ces informations ont une forte valeur économique, car elles permettent de cibler ensuite la publicité, d'influencer les comportements ou d'améliorer des algorithmes à des fins commerciales. Ainsi, même si le service semble gratuit, l'utilisateur « paie » en réalité par son attention, son temps et ses données, qui sont monétisés par les entreprises proposant ces plateformes.

À ce principe assez simple s'ajoute un changement de paradigme. Nous passons d'un modèle où « c'est gratuit, il y a de la pub, mais l'entreprise s'engage à ne pas diffuser les informations personnelles collectées » à « c'est gratuit, mais presque inutilisable, et l'entreprise censure le contenu et transmet vos informations personnelles aux autorités d'extrême droite fascisante ou nazies ». La situation est substantiellement différente.

Une alternative aux AAMAM que nous avons évoquée précédemment est le monde des logiciels libres, où beaucoup d'outils sont gratuits ; mais « libre » ne signifie pas nécessairement « gratuit ». En effet, derrière le développement des outils, il y a des travailleurs et des travailleuses qu'il faut rémunérer, des serveurs qu'il faut payer, etc. Tout cela a un coût. Beaucoup de ces logiciels se reposent sur des financements alternatifs, des dons, des abonnements, des soutiens. Il existe aussi des outils non libres mais respectueux, qu'il faut acheter. Et ce système de participation financière est sans doute largement plus sain.

Se prémunir contre la pub

Une première étape nous semble indispensable, et très aisée à mettre en place : il faut se prémunir contre la pub, véritable pollution mentale omniprésente en ligne. Pour cela, de nombreux outils existent.

L'article suivant propose pas mal de pistes pour se mettre un peu à l'abri et se protéger un minimum en ligne sans quasiment rien changer à ses pratiques :

<https://culture-et-outils-libres.forge.apps.education.fr/bloque-la-pub.html>

Masquer notre adresse IP

Quand notre ordinateur personnel se connecte aux réseaux qui constituent internet lorsque nous navigons, il obtient une adresse IP. C'est une adresse qui nous identifie sur le réseau. Cette donnée est capitale car, la plupart du temps, on peut associer une situation géographique à une adresse IP. Donc rien qu'avec cette adresse, les personnes qui analysent le réseau en savent déjà beaucoup sur nous. Pour se protéger, il existe là encore des solutions assez simples à mettre en place. Il est important d'utiliser un VPN permet d'ajouter une couche de protection, en «masquant» notre adresse IP par une autre. Attention toutefois, le VPN n'est pas un outil magique qui va vous protéger de tout mais simplement un outil parmi d'autres pour se sécuriser sur internet.

Alimenter des projets collaboratifs

Wikipedia, Wikirouge, etc. sont des bien communs extrêmement importants. Ces outils, extrêmement collaboratifs, doivent être défendus et alimentés.

Dégoogliser Internet

Le mouvement de « dégooglisation d'Internet » s'inscrit dans une critique radicale de la concentration du pouvoir numérique entre les mains de quelques multinationales. En dépendant massivement de Google et d'autres géants du numérique, nos sociétés abandonnent des pans entiers de leur autonomie technologique, de leur vie privée et de leur capacité à décider collectivement. Défendre la dégooglisation, c'est promouvoir des outils libres, décentralisés et respectueux des données, développés dans une

logique de bien commun plutôt que de profit. Il s'agit aussi de refuser l'appropriation de nos savoirs, de nos communications et de nos comportements par des entreprises qui prospèrent sur l'exploitation et l'inégalité, et construire un Internet émancipateur, solidaire et réellement démocratique.

Ce mouvement donne lui aussi de nombreuses solutions pour utiliser des services indépendants. Les communautés du logiciel libre offrent des alternatives éthiques aux plateformes centralisées par les géants du web

Évidemment, déconstruire et modifier ses habitudes numériques, c'est faire des efforts au quotidien. «Dégooglisons internet» propose quelques liens pour accompagner cette transition :

- Trouver un hébergeur de confiance avec [les CHATONS](#)
- Utiliser un [service libre proposé par Framasoft](#) ou par [les CHATONS](#)
- Trouver un logiciel libre avec [Framalibre](#)
- Utiliser des réseaux sociaux décentralisés dans [le Fediverse](#)

Se renseigner et se former

D'autres associations produisent du contenu de qualité, des réflexions, et militent pour un numérique plus juste. Nous avons déjà cité quelques uns de leurs travaux, mais les associations [April](#) et [la Quadrature du net](#).

Enfin, pour les militant·e·s les plus informaticien·ne·s, il nous semble très important de se former pour comprendre les technologies logiciels et internet. Il est capitale de pouvoir ne pas dépendre des entreprises privées pour pouvoir se réapproprier nos outils numériques. Nous encourageons notamment les camarades à comprendre et apprendre l'auto-hébergement et le B.A-BA de l'administration système.

Sortir des AAMAM : difficultés et propositions alternatives

Le coût du changement

Ceci étant dit, pourquoi n'est-ce pas si facile que cela de se barrer de ces logiciels de merde ? La difficulté à changer de service s'explique par les «*switching costs*», ou les «coûts de changement» qui en découlent. Ces coûts peuvent être de différentes natures :

- Des possibilités techniques qu'on n'aurait plus si on quitte les AAMAM ;
- Une base de donnée (tes Google docs photos contacts , tes sons enregistrés sur spotify, etc) qui serait perdue ;
- Un réseau, des nouvelles de certains amis éloignés qu'il serait plus difficile de maintenir ;
- Des parts de marché ou des opportunités professionnelle qui disparaîtraient : pour beaucoup, Instagram est un réseau professionnel, de découverte, d'exposition, de

mise en contact, de base clients.

Dans le tableau de fin d'article, nous proposons quelques alternatives aux principaux services proposés par des AAMAM. Nous vous invitons à parcourir le subreddit *r/degoogle* et le site <https://alternatives-numeriques.fr/> pour trouver des alternatives à vos applications et logiciels.

Le problème des OS

Un point est sans doute plus pointu, plus difficile à mettre en place mais aussi plus fondamental : est-il possible de sortir des OS fermés propriétaires ?

On l'a vu dans les différentes parties précédentes : avec leur contrôle accru sur ce qu'ils permettent et ne permettent pas, et la collaboration active des entreprises qui les gèrent avec le gouvernement proto fasciste de Trump, l'utilisation d'OS fermés est risquée.

Sur ordinateur, la pléthore de distributions Linux offrent une alternative tout à fait viable à un MacOS ou un Windows (tout en assurant la compatibilité intégrale via l'utilisation de machines virtuelles). Nous vous encourageons à tester une distribution Linux (Ubuntu est très accessible par exemple). Vous verrez que pour l'énorme majorité des utilisations informatiques, la transition vers Linux est assez facile.

C'est sur smartphone la difficulté s'avère bien plus grande. La principale difficulté est matérielle : on ne peut pas installer l'OS de son choix sur le modèle de téléphone de son choix. Il y a de fortes probabilités pour que votre téléphone ne soit compatible avec aucun autre OS que l'Android (ou IOS) installé dessus par défaut. Et paradoxalement, les téléphones qui sont compatibles avec le plus d'OS intéressants sont... les Google Pixel.

L'autre difficulté est que la plupart de ces projets d'OS respectueux tiennent sur des structures majoritairement bénévoles et qui cessent parfois brutalement leur activité, ne proposant plus de patches de sécurité ou de mises à jour système, rendant certains OS caduques ou vulnérables aux attaques informatiques. Installer un OS open source demande de fait un peu plus d'information que de simplement installer automatiquement la dernière version d'Android dès qu'elle est proposée, il s'agit d'une démarche active où il faut choisir, et pour cela, comprendre.

Un point qui peut ne pas être un détail est la compatibilité ou non de ces OS avec certains services GAFAM : certains OS n'autoriseront pas la captation de données nécessaires à certains services pour fonctionner correctement, même si la plupart des applis Google ou autre peuvent être lancées dans des «sandbox» (des zones isolées du reste du téléphone) pour assurer leur fonctionnalité.

Plusieurs alternatives existent ainsi, avec des politiques différentes sur la connectivité ou non avec les services Google, les priorités mises sur la sécurité ou la vie privée, etc.

Il s'agit de vrais débats presque philosophiques qui opposent les différentes associations qui développent ces OS et nous ne souhaitons pas ici pencher d'un côté ou de l'autre, mais simplement vous en citer quelques-unes qui nous semblent intéressantes. Nous vous invitons de toute manière à vous renseigner davantage avant de changer de système d'exploitation.

Si ces questions vous intéressent, On vous conseille de consulter régulièrement le subreddit r/degoogle, notamment le sujet des «*privacy packs*» où les utilisateurs présentent l'ensemble de leurs alternatives d'un coup : plutôt pratique.

Les alternatives libres et/ou communautaires sont légion et quand on commence à chercher on trouve des alternatives libres pour à peu près tout, mais au prix parfois d'un *switching cost* important.

Le fédiverse

Le fédiverse est une fédération de réseaux sociaux. En quelque sorte un «réseau de réseaux» sociaux décentralisés, libres et *non-profit*, interconnectés et interopérables. C'est à dire qu'il n'est pas nécessaire de posséder des comptes sur l'ensemble des plateformes pour les utiliser, et que tout le monde peut héberger son propre serveur basé sur un de ces réseaux et le faire tourner. C'est un peu compliqué à comprendre car c'est très différent des modèles propriétaires auxquels nous sommes habitué-e-s. Pour faire simple, l'API ne peut pas être acheté ni privatisé. Pour en savoir plus sur le fédiverse, nous vous conseillons la page info : <https://fediverse.info/> ainsi que, évidemment, [reddit](#).

Le principe des fédiverses est bien plus en phase avec l'idée originelle d'internet : des services décentralisés. Contrairement aux services privés, chacun-e est libre d'ajouter un nœud et une instance du service. On peut le constater avec Mastodon où il existe différents services mais tous peuvent communiquer entre eux.

Et si l'alternative n'est pas possible ?

Parfois, les alternatives ne sont pas possibles car les services proposés par un des AAMAM sont quasi monopolistiques ou conservent une praticité logicielle évidente : c'est le cas pour Youtube qui est malheureusement quasi monopolistique sur la publications de vidéos, ou Twitch pour les vidéos en direct (une alternative récemment apparue, Kick, semble pire à tous les niveaux). Dans ce cas il reste une alternative à laquelle nous n'encourageons certainement pas, mais nous tenons à informer nos lecteurs-ices de son existence, dans un souci de rigueur : il s'agit du piratage.

Concernant Youtube : sur ordinateur, avec un bon navigateur et un bloqueur de publicité comme UblockOrigin, les publicités sont absentes. Pour l'utiliser en application sur Android, il existe Newpipe ou Revanced, qui proposent les mêmes services que Youtube premium, mais gratuitement (vidéos en miniatures ou en arrière-

plan, téléchargement de vidéo etc). Le site officiel de Newpipe est :

<https://newpipe.net/>

Pour Spotify et la musique : Il est préférable de s'orienter vers un service qui rémunère correctement les artistes comme Qobuz par exemple, mais sachez que des cracks de Spotify existent sur des sites d'APK, vous pouvez vous tenir au courant de tout cela via [les forums reddit r/piracy](#) par exemple. Attention à ne prendre que des versions qui sont validées par la communauté.

Concernant Netflix et les plateformes de streaming payantes : Il pourrait être tentant de recourir à une «IPTV», un service de streaming pirate sur abonnement. Nous mentionnons également à notre lectorat l'existence de sites de torrent avec de très nombreuses ressources aussi bien pour le francophone (Cpasbien/torrent9) que pour l'anglophone (thepiratebay). Nous rappelons que nous n'incitons pas au piratage.

Les adresses de ces sites se font régulièrement prendre pour cible par les autorités et changent donc souvent. Se référer à Reddit pour les dernières mises à jour.

Les échecs en ligne : trivial peut-être, mais véritable phénomène internet depuis le covid et la série *Le jeu de la dame*. Nous conseillons à tout le monde de s'orienter vers Lichess (communautaire, gratuit avec possibilité de don volontaire) plutôt que vers chess.com (fermé, payant).

Tableau récapitulatif des alternatives

Précisions : nous n'avons pas essayé personnellement toutes les alternatives ci-dessous ni effectué de recherches approfondies pour l'ensemble des services. Ce tableau a vocation à être évolutif et à se peaufiner avec nos expériences, mais également grâce à des retours de camarades et de lecteurs-rices. N'hésitez donc pas à partager vos bons plans ou à signaler une proposition qui serait d'après vous inadéquate.

La question Proton :

A la date de publication de cette dernière partie, Proton vient malheureusement de s'illustrer une deuxième fois pour sa complaisance avec des personnalités d'extrême-droite / fascisantes. En effet, après qu'Andy Yen, le CEO de Proton, ait soutenu une déclaration de Donald Trump en décembre 2024 (ndbdp :

<https://techissuestoday.com/proton-ceo-responds-to-backlash-after-his-post-supporting-trump-selection/>), Proton sponsorise une vidéo de Vincent Lapierre, un pseudo journaliste d'extrême-droite proche de Dieudonné et Soral (ndbdp :

https://www.reddit.com/r/degoogle/comments/1tzbizh/proton_is_funding_the_french_far_right_on_youtube/?share_id=oS0-5w7yL0ZDw94qrua-&utm_medium=ios_app&utm_name=ioscss&utm_source=share&utm_term=1)

Bien que la réponse / excuse de Proton (ndbdp :

https://www.reddit.com/r/ProtonMail/comments/1u05xs2/comment/oggihvq/?share_id=-KSxLTwDgWR9jQwu8SB2E) ne se soit pas fait attendre devant la réaction importante des utilisateurs-trices notamment sur Reddit, nous pouvons nous poser la question de soutenir financièrement Proton. Etant donné que leur offre gratuite est très limitée et que des alternatives (plus) intéressantes existent pour l'ensemble de leurs services, nous avons décidé de le laisser dans notre comparatif, tout en ne faisant pas l'impasse sur ce déplorable épisode.

Fonctions	Alternative libre ou respectueuse
Système d'exploitation ordinateur Système d'exploitation smartphone	Linux (Ubuntu, Fedora, Linux Mint, etc.) Graphene OS Murena eOS CalyxOS IodéOS LineageOS Pour un comparatif détaillé voir ici : https://eylenburg.github.io/android_comparison.htm
Claviers (logiciel sur smartphone)	Heliboard semble être le meilleur clavier hors GAFAM pour l'instant.
VPN	Proton Mullvad (éviter les grosses boites type Nord ou cyberghost qui mettent un budget pub furieux) Nord VPN a toutefois la qualité de dépendre de la loi du Panama qui ne conserve pas les données informatiques.
Suppression de la pub	Ublock origin dans un navigateur adapté (cf ci-dessous)
Navigateur	Firefox ou fork de Firefox (Librewolf, zen etc) Chromium Brave (bloqueur de pub intégré, mais basé sur chromium et PDG transphobe et impliqué dans les cryptos)
Moteur de recherche	Startpage Duckduckgo Brave (ne fonctionne que sous brave, copie google) Kagi (payant, se sert de la base google mais applique un algorithme différent)
Mail	Protonmail Tuta infomaniak Autohébergement
Messagerie instantannée	Signal Telegram Service uniquement Web (mattermost, rocketchat)

Cloud / Drive	Avez-vous besoin du cloud ? Protondrive Infomaniak Nextcloud
Documents partagés	Framasoft Suite infomaniak Proton docs CryptPad Nextcloud Etherpad
Google maps Waze	OpenStreetMaps Cartes.app OSMand Organic Maps Comaps (smartphone)
Visio, communication vidéo	Signal, infomaniak, Jitsi, Galene (autohébergement)
Calendrier	Proton / Infomaniak Tuta
Notes	Obsidian Anytype (stockage local) Notion semble voué à se merdifier Cryptpad
Musique	Payer un service décent (Qobuz, Deezer) Cracker spotify Forger sa propre bibliothèque Autohébergement
Podcasts	AntennaPod Podcast addict
Réseaux sociaux Twitter Insta Facebook	Bluesky (gros problèmes récemment notamment avec la censure de comptes palestiniens) Mastodon (fediverse) Pixelfed mais vraiment personne dessus Pas d'alternative
Youtube	Peertube (fediverse) MAIS : Problème de YouTube est la concentration des créateurs sur la PF ce qui rend les alternatives peu intéressantes. Pour profiter du contenu sans se faire polluer par les pubs. Sur ordinateur : avec un adblocker ça roule, LibreTube Sur téléphone : Libretube, Revanced ou Newpipe
VOD	Stremio avec les bons add-on (torrentio) Torrent
Livres	Anna's Archive, Zlib, Libgen, scihub pour le scientifique

AirBNB	Booking ? Un vrai hotel ? Exchange home ? Une tente ?
Adobe (Photoshop, Indesign, Illustrator, etc.)	Suite affinity rachetée par canva soi disant gratuite à vie (doute) Logiciels libres comme darktable, gimp, Krita, Inkscape, Scribus, etc.

Pour conclure : quelques revendications transitoires

La question informatique est éminemment politique. Pour les organisations de notre camp social, elle devrait être au cœur des préoccupations organisationnelles, surtout dans un monde qui penche dangereusement à l'extrême droite. Il nous faut assurer notre sécurité et la sécurité de nos informations et de nos échanges. Les outils informatiques et l'informatique au sens général sont désormais incontournables, et la société que nous voulons construire doit se réapproprier ces outils de production et ces fameux algorithmes.

Revendications structurelles

- Un service public du réseau et de l'accès à internet
- L'expropriation des fournisseurs d'accès à internet (FAI)
- L'obligation de permettre l'achat d'un ordinateur ou d'un téléphone sans système d'exploitation ou avec un logiciel libre
- Le développement des filières de productions informatiques respectueuses de l'environnement et sous contrôle des travailleur-euses et des usager-es

Revendications d'utilisation collective révolutionnaire ou réformiste

- La sortie des réseaux sociaux appartenant à des technofascistes pour les militant·e·s et leur organisations (à minima la sortie de Twitter/X)
- Impulser, en tant qu'organisation, l'utilisation de logiciels libres alternatifs
- Impulser l'utilisation de moyens de communication un peu plus sécurisés (mails, messagerie, etc.)
- Impulser des formations sur les technologies informatiques et leur utilisation au sein de nos organisations (politiques, associatives et syndicales).

Lucas Battin;Martin Bourrin, le 19 juin 2026